



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMCYBER-MI
Gendarmerie nationale

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR FACE AUX CYBERMENACES

Le COMCYBER-MI

La cybercriminalité

~~Une proposition de définition:~~

« la cybercriminalité regroupe toutes les infractions pénales tentées ou commises à l'encontre ou au moyen d'un système d'information et de communication, principalement Internet ».

Rapport « **Protéger les internautes** », Marc Robert, 2014 p.12



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMCYBER-MI

RAPPORT ANNUEL SUR LA
CYBERCRIMINALITÉ
2024



COMCYBER-MI

« Nos forces, pour votre cyber-protection »

Les enjeux de la cybercriminalité en 2024

- *I- État de la menace*
 - *II- L'État se structure pour faire face*
 - *III- Tous concernés ...*
-

LES CYBERSPHÈRES



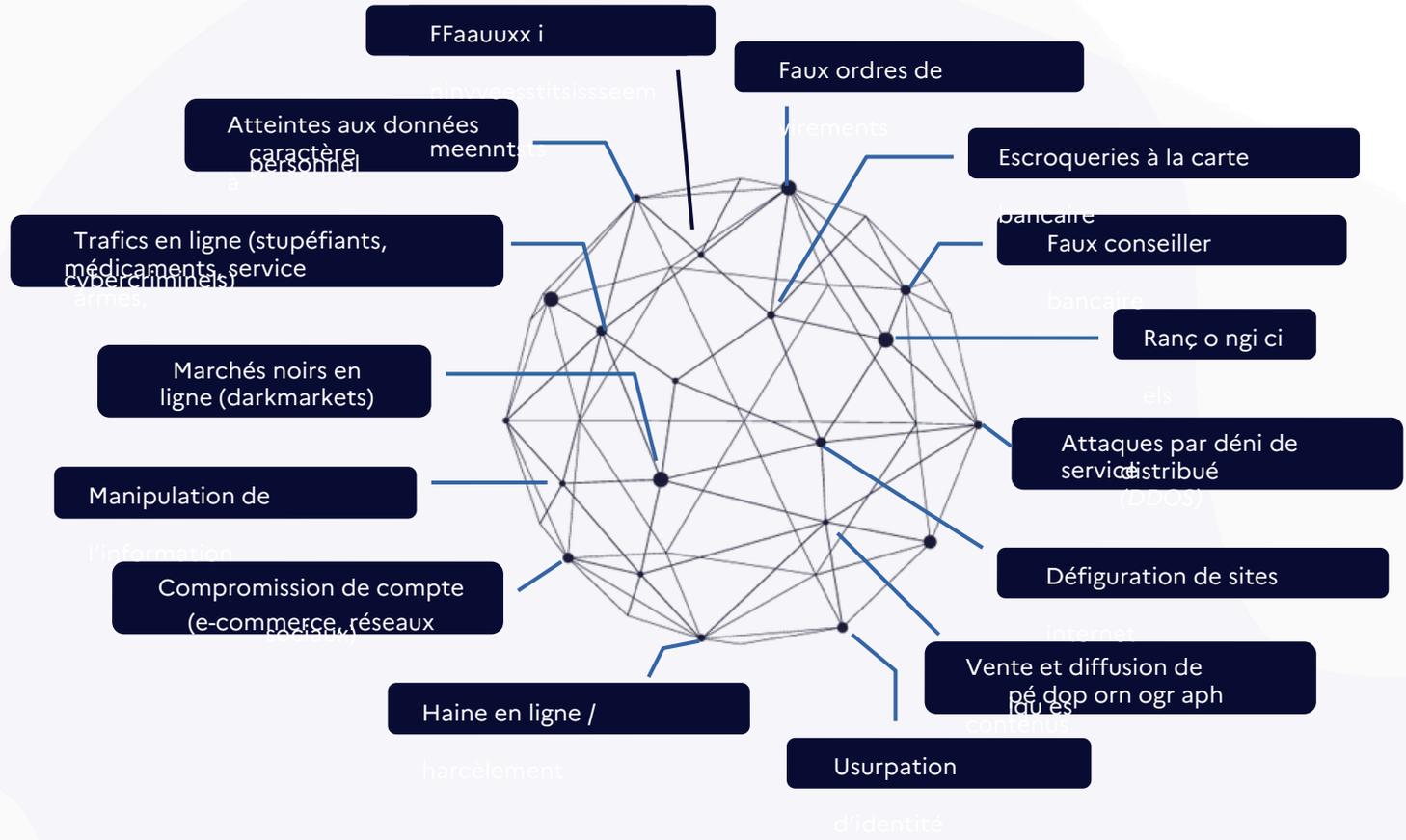
État de la menace



278 770
atteintes numériques enregistrées en 2023

+ 40%
d'atteintes numériques en 5 ans

2019	2020	2021	2022	2023
199 850	233 440	279 040	255 320	278 770



Répartition des infractions



Atteintes aux biens

59%

Ex : escroqueries, détournement de moyens de paiement, infractions occasionnant un préjudice financier...



Atteintes aux législations et réglementations spécifiques numériques

0,5%

Ex : infractions au droit d'auteur, infractions au RGPD...



Atteintes aux personnes

34,5%

Ex : harcèlement, injures, menaces, discriminations, atteintes aux mineurs...



Atteintes aux institutions et à l'ordre public

6%

Ex : troubles à l'ordre public, atteintes à la sûreté de l'état et aux institutions, trafics, contrefaçon, recel...

Plateformes en ligne
du ministère de
l'Intérieur

PERCEV@L

259 094 signalements
en
2023.



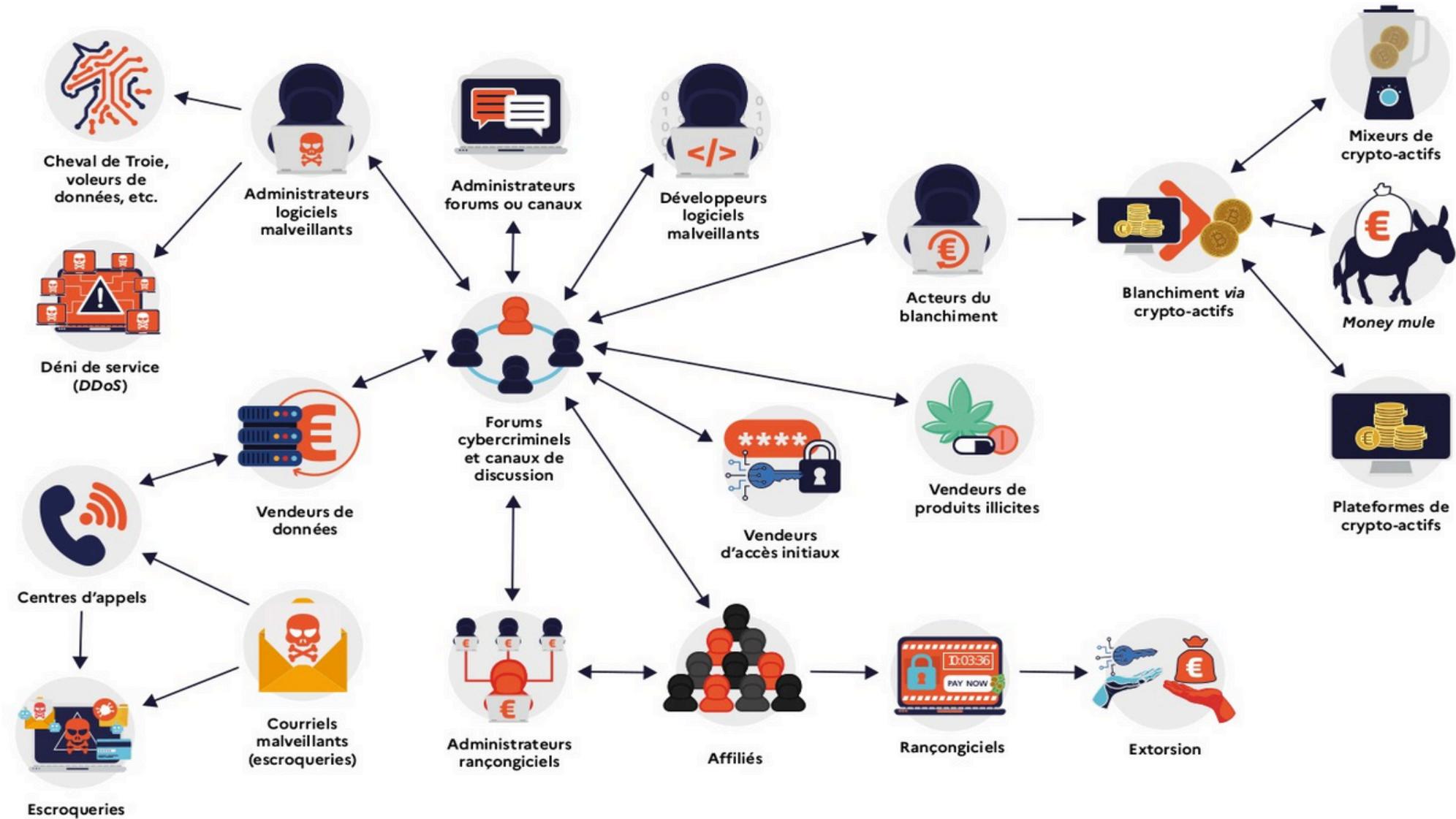
211 543 signalements
en
2023.



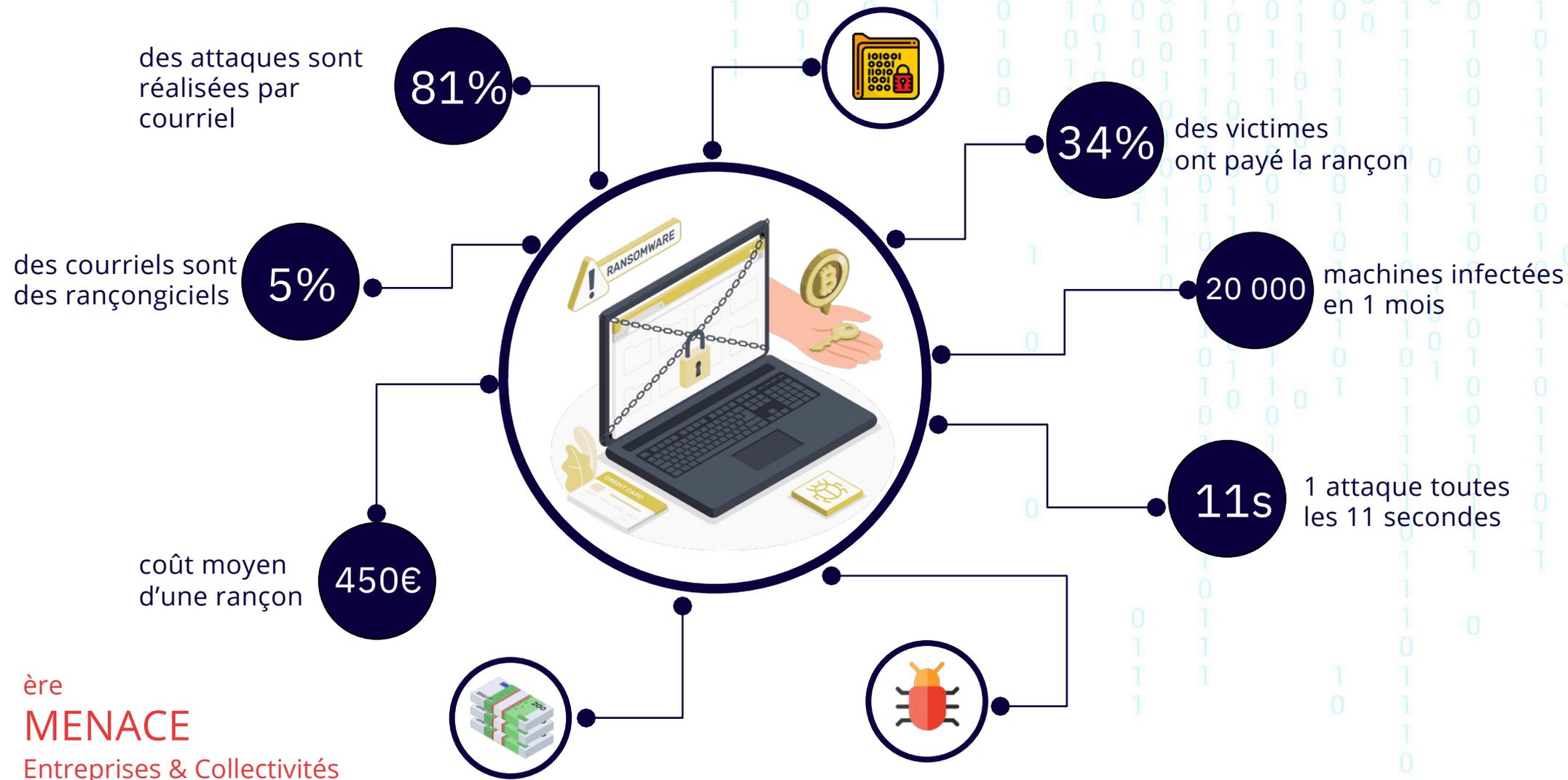
THESEE

104 439 déclaration
en
2023.

Écosystème de la cybercriminalité



La menace rançongiciel en quelques chiffres



Ciblés par les hackers, les hôpitaux français malades de leur cybersécurité

Par Ingrid Vergara

Publié hier à 22:50, mis à jour hier à 22:50



Pour les pirates, la valeur grandissante des données de santé sur le marché noir du darknet représente un enjeu majeur. © Tesson / Andia.fr / © Tesson / Andia.fr

INFO JDD. Le tribunal cible d'un vaste piratage

23h00 , le 5 septembre 2020

ABONNÉS

L'intrusion hostile a visé plusieurs magistrats, une enquête a été ouverte pour en déterminer les auteurs.



Le tribunal de Paris, le 2 septembre 2020 (AFP)

Le tribunal de Paris vient d'être la cible d'un vaste piratage. Le procureur de la République, Remy Heitz, lui-même, sur son propre ordinateur, a ouvert, jeudi, une enquête pour déterminer les auteurs. Celle-ci a été confiée à la Direction nationale de la sécurité intérieure (DGSI), service chef de file de la sécurité intérieure, et des magistrats du parquet national financier, et des avocats parisiens ont été impliqués. L'effet a été touché.

Société

Après le piratage informatique de la mairie de Douai, des données personnelles des habitants volées ?

Mercredi 14 avril 2021 à 21:42 - Par Florent Vautier, France Bleu Nord, France Bleu

 Douai



Vendredi dernier, des hackers ont piraté les serveurs de la ville de Douai par le biais d'un logiciel malveillant, un logiciel malveillant qui bloque les données informatiques en échange d'une rançon. Les services sociaux ont été touchés, faisant craindre la perte de certaines données personnelles.

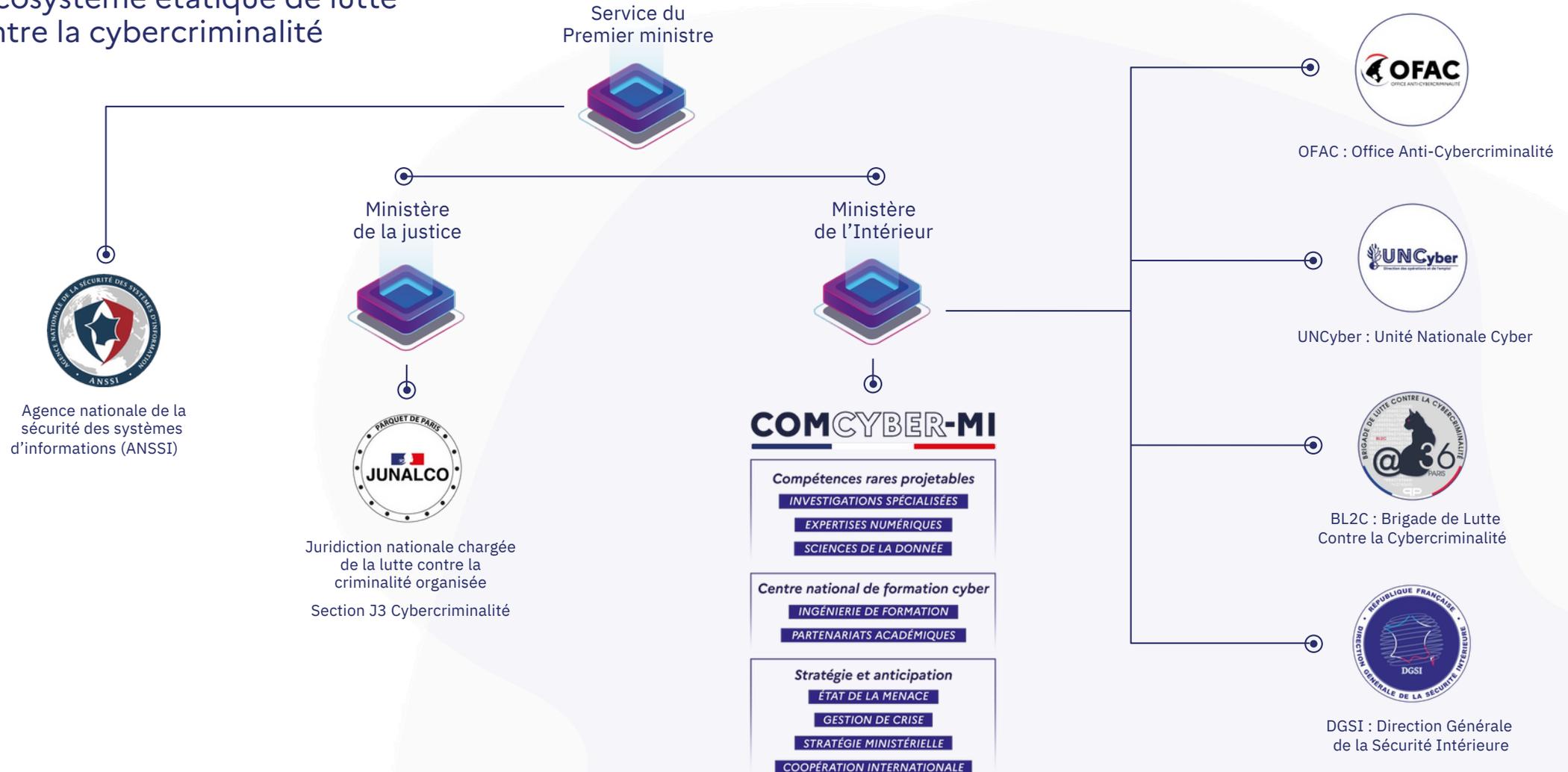


Les services municipaux en ligne reviennent progressivement à la normale © Radio France - Odile Senellart

Les enjeux de la cybercriminalité en 2024

- *I- État de la menace*
- *II- L'État se structure pour faire face*
- *III- Tous concernés ...*

L'écosystème étatique de lutte contre la cybercriminalité



Décret n° 2023-1084

portant création d'un service à compétence nationale nommé Commandement du ministère de l'Intérieur dans le cyberspace



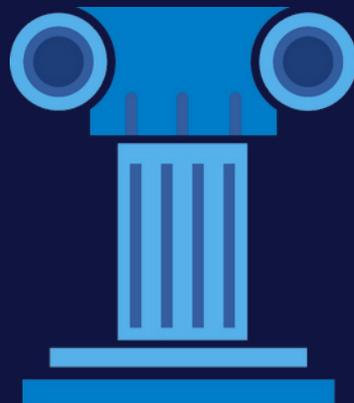
→ Service à compétence nationale

→ Compétent en matière de prévention et de lutte contre la cybercriminalité

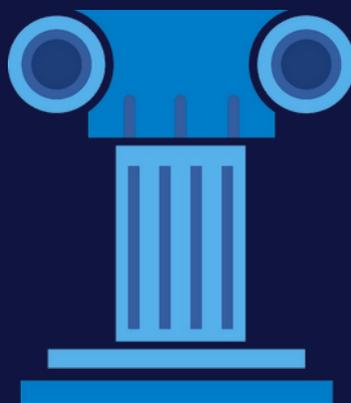
→ Point de contact unique pour les autres ministères dans son domaine de compétence

→ Représente le MININT dans les échanges internationaux et contribue à l'élaboration de la position française dans les instances européennes et internationales

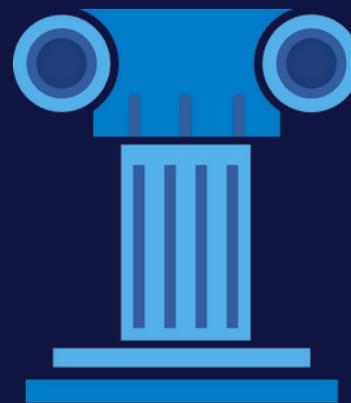
ANTICIPATION



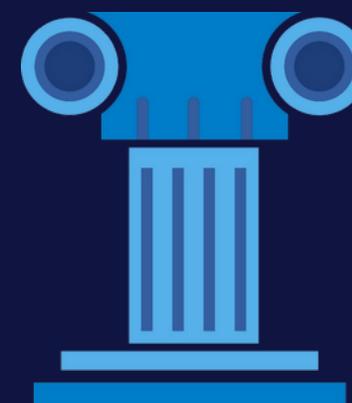
STRATÉGIE



OPÉRATIONNEL



FORMATION

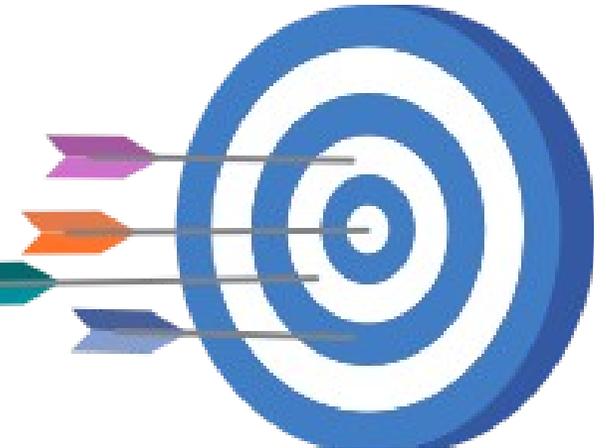


« 4 grands piliers »

« Objectifs

»

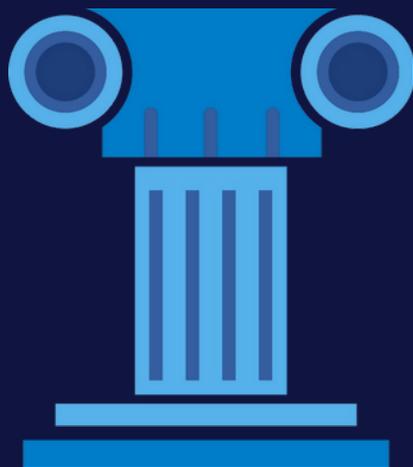
Élaborer la stratégie ministérielle de lutte contre la cybercriminalité Mieux anticiper / connaître les cybermenaces (rapport annuel) Coordonner les moyens cybers capacitaires du MIOM Assurer un soutien opérationnel et un appui aux enquêtes judiciaires Élaborer, actualiser et diffuser des contenus de formation destinés aux FSI et agents du MIOM (CNF-Cyber de Lille) Coordonner et assurer le suivi des actions de sensibilisation et de prévention à destination des collectivités et entreprises Coordonner les travaux de recherche, de développement et de prospection liés à la cybercriminalité, aux cybermenaces et à la résilience numérique de la société.



COMCYBER-MI

« 4 grands piliers »

ANTICIPATION



- Renseigner sur les menaces cyber et les modes d'actions des groupes cybercriminels (*rapport annuel / synthèses / flashes d'alertes*)

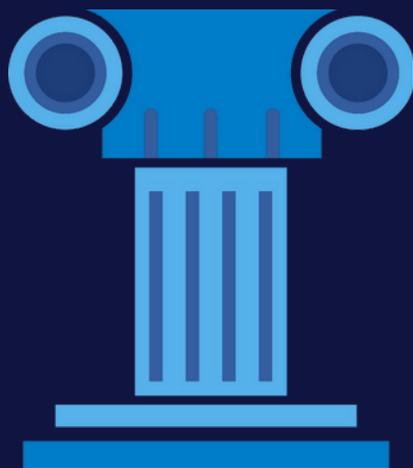
- Développer les partenariats et les échanges

- Mener des actions de sensibilisation à la gestion de crise

COMCYBER-MI

« 4 grands piliers »

STRATÉGIE



- Élaborer, animer et coordonner la stratégie ministérielle de lutte contre la cybercriminalité

- Coordonner et assurer le suivi des actions de sensibilisation et de prévention à destination des collectivités et entreprises

- Développer les partenariats, coordonner les travaux de recherche et de développement liés à la cybercriminalité, aux cybermenaces et à la résilience de la société

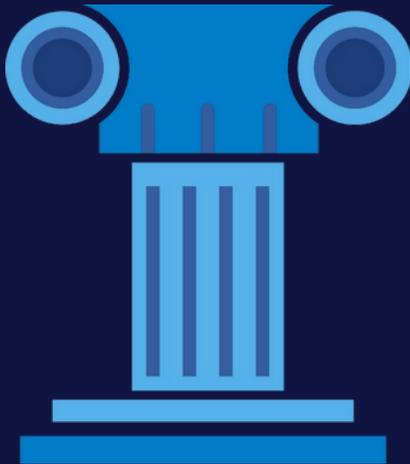
- Développer et coordonner les partenariats à l'international

- Anticiper et participer à l'évolution du cadre juridique/réglementaire

COMCYBER-MI

« 4 grands piliers »

OPÉRATIONNEL



Assurer un soutien opérationnel et un appui aux enquêtes judiciaires au travers de co-saisines avec des services d'enquête sur des compétences rares :

- traçabilité des cryptoactifs

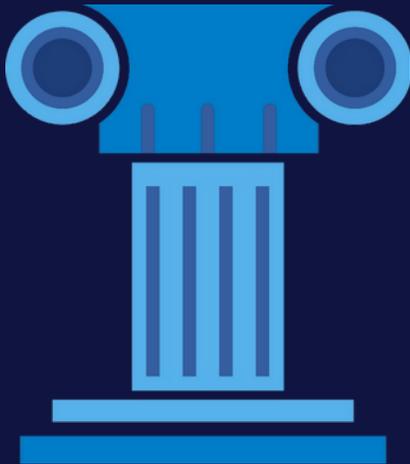
- traitement de la donnée de masse

- expertise technique

COMCYBER-MI

« 4 grands piliers »

FORMATION



Le Centre National de Formation Cyber
créé le 1er août 2022 est rattaché au COMCYBER-MI.

Il est chargé d'élaborer, d'actualiser

et diffuser des contenus de formation

destinés aux FSI et agents du MIOM

COMCYBER-MI

« Le COMCYBER-MI dans l'écosystème cyber »



Les résultats : quelques enquêtes marquantes



Les enjeux de la cybercriminalité en 2024

- *I- État de la menace*
- *II- L'État se structure pour faire face*
- *III- Tous concernés ...*

I Tous concernés

...

UN ÉCOSYSTÈME CYBERCRIMINEL PLUS SOPHISTIQUÉ ET PROFESSIONNEL

Une menace sérieuse...

...trop peu prise en compte



- Augmentation de la surface d'attaque avec une croissance de la digitalisation et de la numérisation (*facturation, travail à distance, services clients en ligne, utilisation du cloud, automatisation et intelligence artificielle.....*)



- Impacts opérationnels : perturbation voire arrêt de l'activité, retard dans les traitements de commande, perte de revenus, mise en chômage partiel...



- Réputation : perte de confiance du public, dommage à long terme à l'image de l'établissement.



- Coûts financiers : rançons, amendes (RGPD), coûts de réparation et remédiation.



- Conséquences légales : responsabilités légales en cas de fuite de données, potentielles poursuites judiciaires.



Une menace numérique infinie, rapide, protéiforme, internationale ... et dangereuse pour la stabilité démocratique



6 000 Md€
coût mondial
de la
cyberdélinquance.



1 plainte / 250 faits
tentés ou commis.



62,5 % de la population mondiale utilise
internet



58,4 % de la population mondiale utilise les réseaux
sociaux
13,5 nouveaux usagers / seconde !

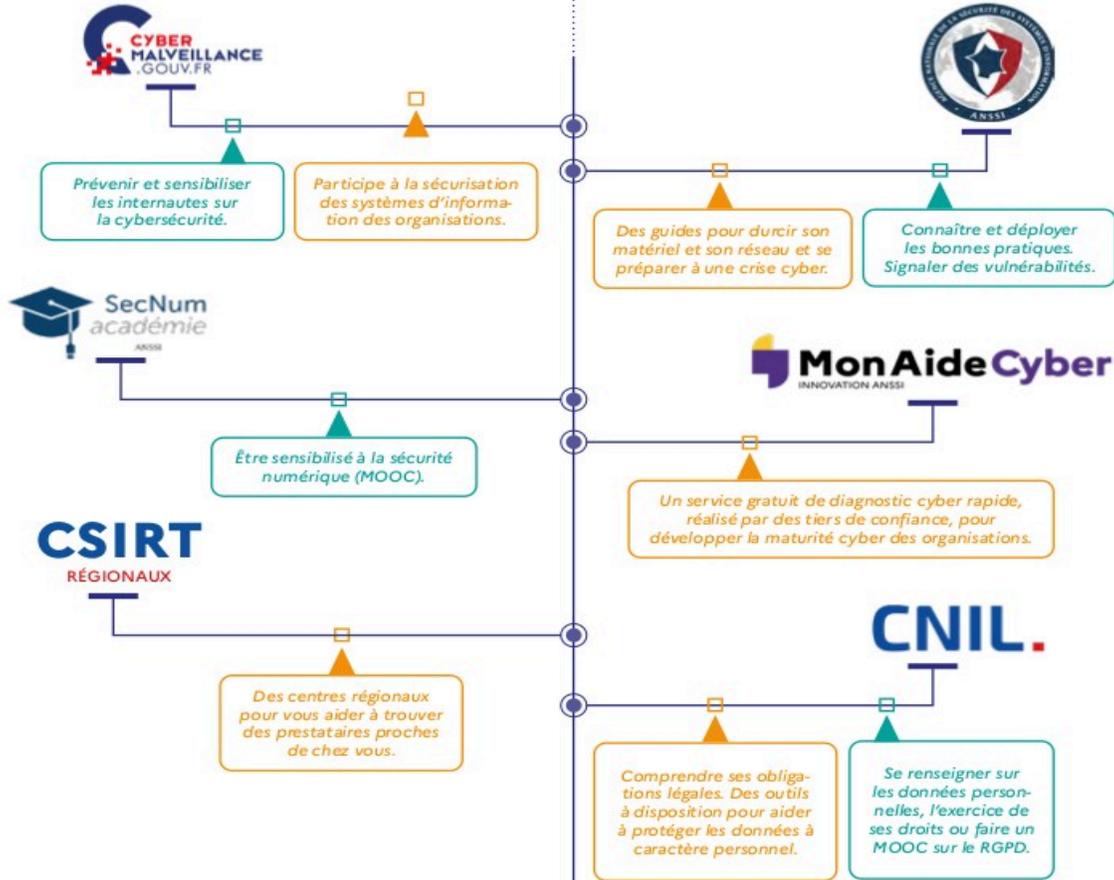


29 milliards d'objets connectés d'ici 2030

... mais pas seul pour y faire face

!! Construire sa sécurité cyber

Se renseigner et prévenir

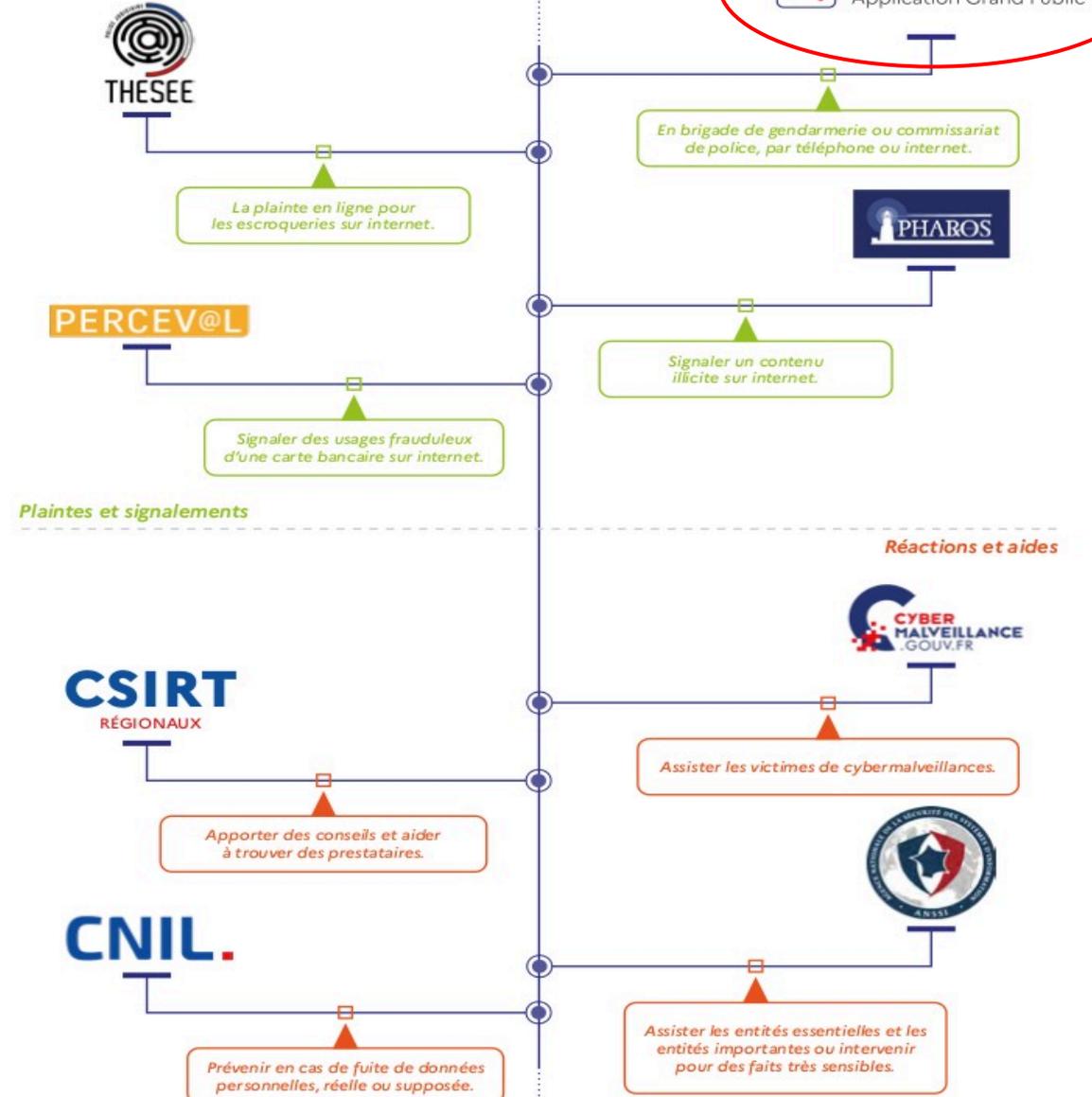


VOUS AVEZ UN DOUTE SUR UN E-MAIL ?

Signalez-le comme spam sur la plateforme :



Réagir face à des atteintes cyber





Le 17 pour contacter les forces de l'ordre par téléphone ou sur le site :

masecurite.interieur.gouv.fr



THESEE pour les escroqueries sur internet :

service-public.fr/particuliers/vosdroits/N31138



PHAROS pour signaler des contenus illicites :

internet-signalement.gouv.fr/PharosS1



PERCEVAL pour signaler une fraude à la carte bancaire :

service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46526



Cybermalveillance permet de s'informer sur les menaces et trouver de l'assistance en tant que victime :

cybermalveillance.gouv.fr



Les CSIRT régionaux répondent aux demandes d'assistance et mettent en relation avec des partenaires de proximité :

cert.ssi.gouv.fr/csirt/csirt-regionaux



L'ANSSI assiste les entités essentielles et les entités importantes, fournit des guides et met à disposition un MOOC cyber pour tous :

cyber.gouv.fr



La CNIL est le régulateur des données personnelles. Elle accompagne les professionnels et aide les particuliers :

cnil.fr



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMCYBER-MI

Le rôle de l'équipe juridique

Cybersécurité et SI : la nécessité de la conformité

Les systèmes d'information des entreprises, quelle que soit leur taille, sont de plus en plus exposés aux risques de cyberattaques, du vol de données à la

La mise en conformité réglementaire, en matière de cybersécurité, devient un enjeu majeur.
Elle n'est pas sans impact pour les systèmes d'information et doit être prise en compte dès la phase de conception.

loi de programmation militaire

Directive européenne NIS et
NIS 2

RGPD

Privacy by
design

 Compliance by
design

Version en vigueur au 13 janvier 2025

Code des assurances

▣ **Partie législative (Articles L100-1 à L561-1)**

▣ **Livre Ier : Le contrat (Articles L100-1 à L195-1)**

Article L100-1

▣ **Titre II : Règles relatives aux assurances de dommages (Articles L121-1 à L12-10-1)**

▣ **Chapitre X : L'assurance des risques de cyberattaques (Article L12-10-1)**

Naviguer dans le sommaire du code



▸ [Article L12-10-1](#)

[Création LOI n°2023-22 du 24 janvier 2023 - art. 5 \(V\)](#)

Le versement d'une somme en application de la clause d'un contrat d'assurance visant à indemniser un assuré des pertes et dommages causés par une atteinte à un système de traitement automatisé de données mentionnée aux articles 323-1 à 323-3-1 du code pénal est subordonné au dépôt d'une plainte de la victime auprès des autorités compétentes au plus tard soixante-douze heures après la connaissance de l'atteinte par la victime.

Le présent article s'applique uniquement aux personnes morales et aux personnes physiques dans le cadre de leur activité professionnelle.

NOTA :

Conformément au II de l'article 5 de la loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023, ces dispositions entrent en vigueur trois mois après la promulgation de la présente loi.

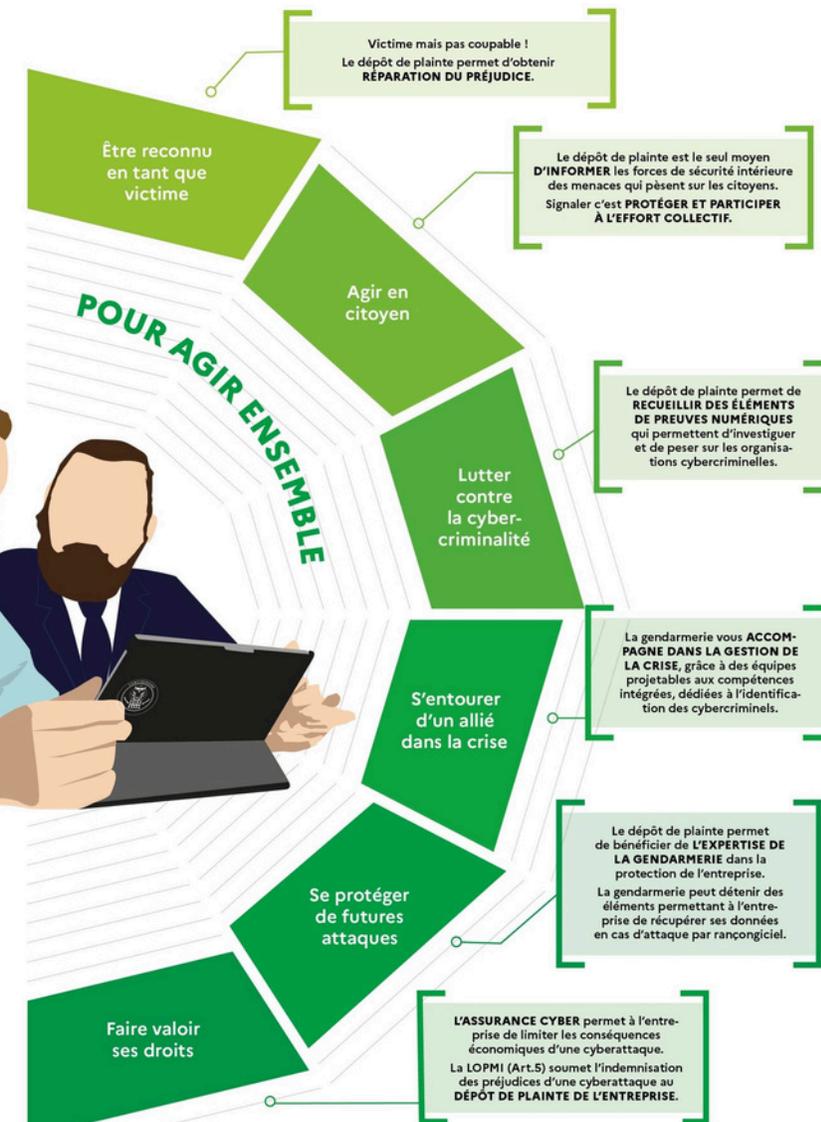
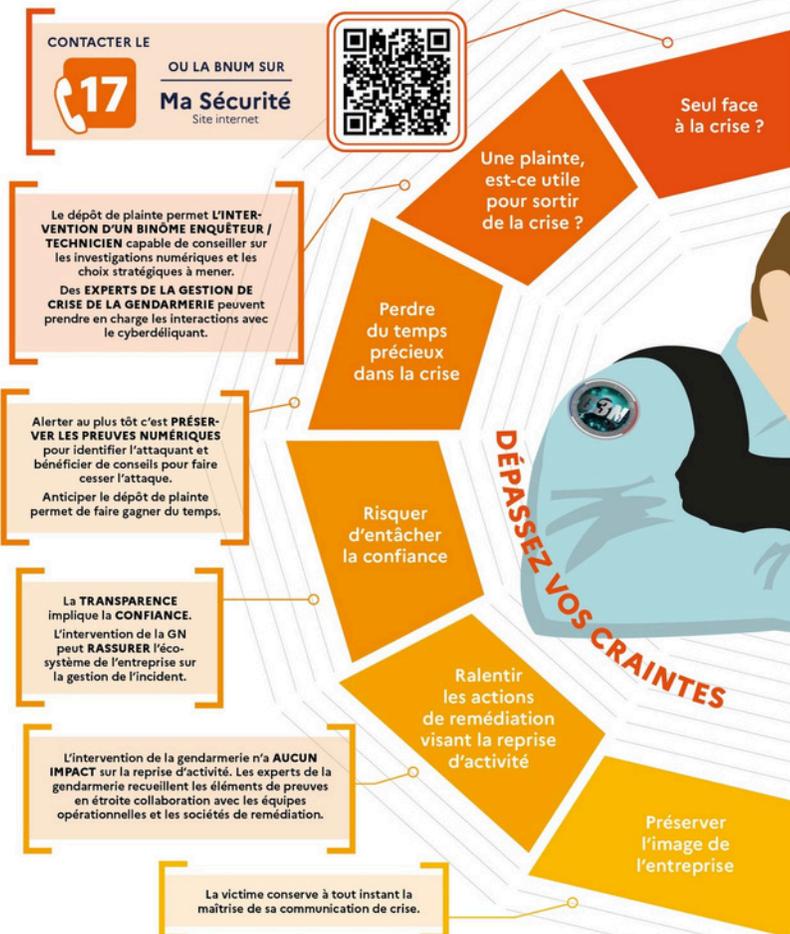
Versions ▾

Liens relatifs ▾



POURQUOI DÉPOSER PLAINTE

VICTIME D'UNE CYBERATTAQUE

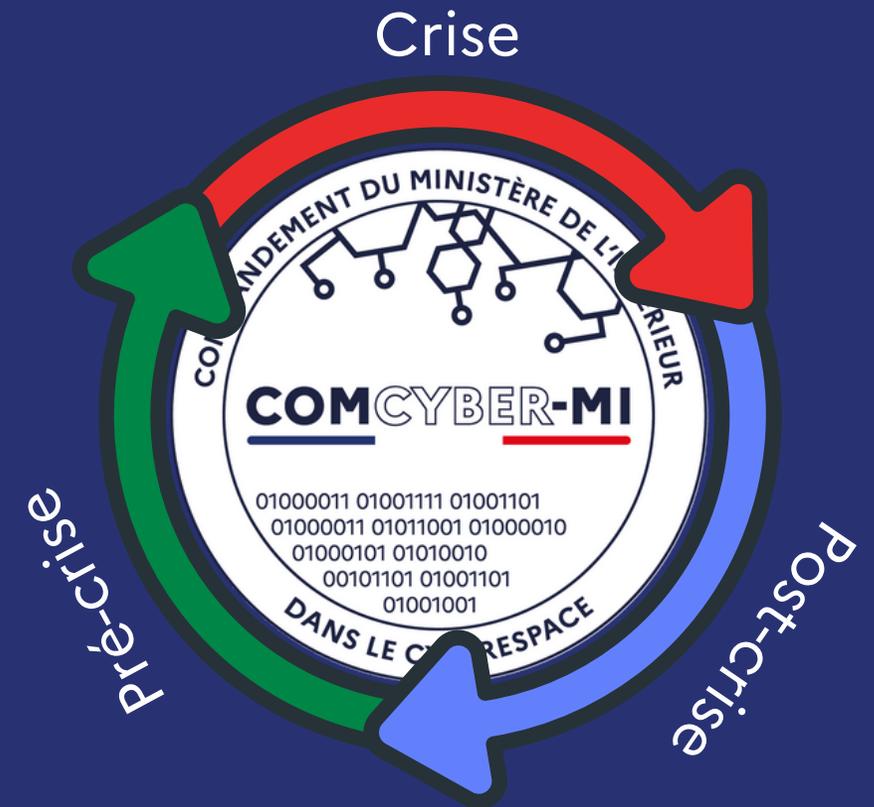


La cyber-résilience pour les services juridiques



Cycle de vie de la gestion de crise

ANTICIPATION
RÉSILIENCE
CAPITALISATION





ANTICIPATION

1 - S'assurer de la conformité légale et réglementaire (RGPD, NIS, DORA...)



2 - S'assurer de la teneur et de la qualité des contrats :

- assurance pour la couverture du risque cyber
- prestataires informatiques
- partenaires et fournisseurs

3 - Sensibiliser ses équipes :

- aux risques juridiques spécifiques
- aux bonnes pratiques numériques



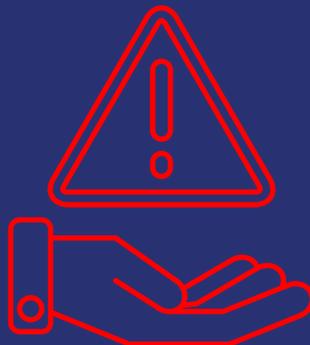


ANTICIPATION

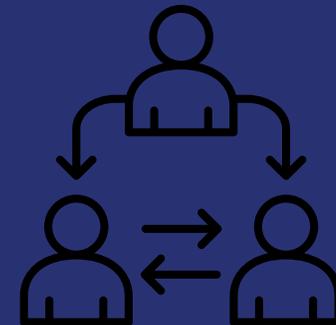


5 - Se coordonner avec différents services :

- DSI / RSSI
- Communication



4 - Contrôler sa capacité à continuer l'activité



6 - Evaluer l'exposition juridique au risque cyber



RÉSILIENCE

1 - A prévenir :

- Assurances
- Gendarmerie / Police Nationale
- CNIL



2 - Fuite de données sensibles et personnelles :

- coordination avec DSI / RSSI
- déclaration CNIL
- notification aux parties prenantes

3 - Coordination des équipes :

- internes
- externes





RÉSILIENCE



4 - Préserver les preuves :

- judiciaires
- légales et réglementaires

5 - En matière de communication :

- appliquer la procédure
- contrôler les EDL





CAPITALISATION

1 - Contribuer au Retour d'Expérience :

- bonnes et mauvaises pratiques
- amélioration des contrats
- humilité et courage intellectuel



2 - Prise en compte des litiges et conflits :

- identification des responsabilités
- protection de la propriété intellectuelle
- litiges commerciaux

3 - Participer aux exercices :

- tester ses procédures internes
- développer les compétences des collaborateurs





MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMCYBER-MI

MERCI POUR VOTRE ATTENTION